

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES , 12 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



VEGAM SA

19 rue de la Motte
Zone artisanale
35770 VERN SUR SEICHE

N°S3IC/AIOT : 0055.03499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 09/03/2022 dans l'établissement VEGAM SA, implanté 19 rue de la Motte Zone artisanale 35770 VERN SUR SEICHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale 2022 portant sur le contrôle inopiné des silos et des installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEGAM SA
- 19 rue de la Motte Zone artisanale 35770 VERN SUR SEICHE
- Code AIOT dans GUN : 0005503499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les installations de la société VEGAM ont été autorisées par arrêté préfectoral du 25 mars 1989 modifié en dernier lieu par arrêté complémentaire du 21 mars 2012. Les installations comprennent:

- 2 fosses de réception des produits,
- 10 cellules de stockage verticales carrées métalliques, ouvertes (capacité totale 27 330 m³),
- 1 tour de manutention,
- 2 boisseaux grains humides (1470 m³),
- 2 boisseaux grains cassés (50 m³),
- 1 boisseau d'expédition (130 m³).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre II – article 3	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 12	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de proposition de suite administrative :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Préfectoral du 21/03/2012, article Article 7	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite de contrôle, l'inspection des installations classées a relevé huit constats dont six, portant sur la formation en matière de risques liés à l'empoussièremement ainsi que sur le nettoyage des installations, sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet, selon les éléments de réponse complémentaires que l'exploitant apportera.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre II – article 3 (Formation du personnel)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'inspection inopinée a été réalisée en présence de l'opérateur affecté à la conduite des installations, depuis octobre 2021. Selon ses propos, hormis l'habilitation électrique, il apparaît qu'il n'ait pas spécifiquement suivi de formation sécurité en lien avec l'exploitation des silos (comprenant le risque lié à la présence des poussières). L'opérateur n'a pas été en mesure de présenter une procédure ou des consignes en matière de nettoyage des installations et n'en avait pas connaissance, évoquant une culture plus orale dans la communication des consignes. Cette personne a cependant été en capacité d'accompagner et de présenter globalement le fonctionnement des installations et des dispositifs associés lors de l'inspection. A la suite de l'inspection, le responsable du silo a transmis des documents demandés (support de formation, procédure de nettoyage). L'exploitant doit s'assurer d'une meilleure appropriation du personnel en charge de la conduite des installations aux risques liés aux installations et vérifier que l'ensemble des procédures et consignes relatives à leur fonctionnement soit connu et appliqué, y compris celles relatives aux opérations de nettoyage. La formation doit être complétée par une présentation spécifique des risques liés à l'empoussièrément et les mesures de prévention associées. Le justificatif de formation de l'opérateur doit être transmis.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.(...) Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none">- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles);- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.
Constats : Les installations disposent d'une fosse de chargement/déchargement et d'une fosse de déchargement uniquement. Ces deux fosses sont situées à l'extérieur, en dehors des capacités de stockage, et sont mitoyennes de la tour de manutention. Elles sont abritées sous auvent, et ouvertes de part et d'autre en façade pendant les heures d'exploitation, ce qui minimise le risque de confinement de poussières. Le sol n'est pas empoussiéré. De plus, un système d'aspiration est présent en sous-sol de ces fosses (une consigne précise la nécessité de mettre en fonctionnement cette aspiration avant le déchargement). En revanche, du fait d'une accumulation de poussière, l'exploitant doit procéder au nettoyage des éléments suivants : les parois de l'abri de ces fosses, les portes de séparation entre ces deux fosses ainsi qu'avec la tour de manutention, les tableaux de commande et les câbles électriques associés. Ces opérations doivent être précisées dans la procédure de nettoyage des installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : Le contrôle a été réalisé en suivant le cheminement des produits par transporteurs et élévateurs : à partir des fosses de réception, puis au niveau de chacun des six étages de la tour de manutention ainsi qu'en son sous-sol en pied d'élévateurs, des boisseaux grains humides et des cellules de stockage. Un état général de propreté des installations a été constaté à l'exception des zones suivantes : - passerelles et parois des deux boisseaux grains humides (qui fonctionnent de manière intensive) ; - certaines surfaces horizontales, rampes, gaines, chemin de câbles et armoires électriques. L'exploitant a précisé que les boisseaux grains humides sont équipés d'un système d'extraction d'air afin d'éviter la formation d'atmosphère explosible. Par ailleurs, des zones difficilement accessibles (parois des cellules éloignées des passerelles, éléments de charpente) ont été observées. Celles-ci ne peuvent pas être facilement nettoyées par le personnel. L'exploitant doit procéder au nettoyage de l'ensemble des zones susmentionnées et renforcer la fréquence de ce nettoyage en l'inscrivant dans la procédure dédiée. L'exploitant doit faire appel à une société extérieure pour le nettoyage des parties inaccessibles, en tenant compte des contraintes d'exploitation, et le préciser dans la procédure dédiée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure relative aux opérations de nettoyage qui mentionne : - la fréquence de nettoyage par type d'installation (bureau céréales, fosses de réception, tour de manutention/étages/passerelle, pieds d'élévateurs) ; - les moyens à utiliser pour le nettoyage. La date et le type des opérations de nettoyage réalisées sont reportés dans un registre. Consulté lors de l'inspection, celui-ci n'appelle pas de remarque particulière : les informations y figurant sont cohérentes avec les indications figurant dans la procédure de nettoyage. En revanche, il apparaît que la procédure relative au nettoyage des installations doit être plus précise, s'agissant en particulier de la fréquence de nettoyage. En effet, les termes employés (tels que « régulièrement », « chaque fois que nécessaire ») paraissent trop vagues pour garantir en tout temps un nettoyage suffisant, laissé à l'appréciation de l'opérateur. Notamment, une fréquence minimale de nettoyage doit être indiquée pour les chemins de câbles, les gaines et autres surfaces planes des équipements (tableaux électriques notamment). Un nettoyage renforcé pendant les périodes de forte activité doit de plus être prévu dans cette procédure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2012, article Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
Prescription contrôlée : (...) Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. (...)
Constats : Les repères au sol permettant d'évaluer l'empoussièrement ont été constatés à tous les étages de la tour de manutention. Ceux-ci sont bien visibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Constats : Une centrale d'aspiration est reliée aux quatre élévateurs et au niveau des transporteurs à bande, qui oriente la poussière vers le local déchets. L'exploitant utilise un aspirateur mobile industriel pour le nettoyage de chacun des six étages de la tour de manutention. L'exploitant doit transmettre les informations permettant de s'assurer que ces dispositifs d'aspiration présentent les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : La procédure de nettoyage indique les différents moyens de nettoyage pouvant être utilisés : centrale d'aspiration, aspirateur, balai ou air comprimé. Dans le cas du recours au balai ou à l'air comprimé pour le nettoyage de la tour de manutention et des cellules, il est précisé que l'opération de nettoyage doit se faire silo à l'arrêt ou qu'elle soit encadrée par un permis de feu afin d'interdire tous travaux par point chaud dans les locaux à nettoyer (la procédure renvoie dans ce cas à la procédure « Permis de feu »). Au regard de la procédure susmentionnée, l'exploitant transmettra les dispositions qui avaient été prises (silo à l'arrêt ou procédure « permis de feu ») lors du nettoyage complet de fin de saison, réalisé en semaines 49 et 50 de l'année 2021 de la tour de manutention et des passerelles, au moyen d'un aspirateur et du balai comme mentionné dans le registre de report des opérations de nettoyage des installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15 (Asservissement circuit de manutention/système d'aspiration)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : (...) Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. (...) Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. (...)
Constats : Les installations de manutention sont capotées (à l'exception des transporteurs à bande lorsque ceux-ci servent au découplage des installations). Au lancement manuel du transilage des grains, la centrale d'aspiration s'est déclenchée avant la mise en route de l'élévateur : ce test d'asservissement a donc été concluant. Par ailleurs, l'aspiration se met à l'arrêt après une temporisation d'une quinzaine de minutes après l'arrêt des installations de manutention. En revanche, pour des raisons de sécurité, l'opérateur n'a pas souhaité réaliser le test d'asservissement inverse. En effet, l'arrêt « en mode forcé » de l'aspiration n'entraîne pas un arrêt du process dans la mesure où le système ne considère pas cette action comme un défaut (mais comme une volonté délibérée de l'opérateur d'agir sur le système). Seule la création d'un dysfonctionnement au niveau du système d'aspiration peut entraîner l'arrêt des installations de manutention. Le circuit étant en charge, l'opérateur a considéré que la création d'un tel dysfonctionnement pouvait provoquer un risque en matière de sécurité. Sur demande de l'Inspection, ces éléments ont été ensuite confirmés par le responsable du silo dans les jours suivant la visite de contrôle, qui a précisé que tout défaut qui interviendrait au niveau du système d'aspiration entraînerait un arrêt du circuit de manutention, avec déclenchement d'alarme sur l'écran de supervision.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet